

Paris après la bataille

Juan
Goytisolo

A peine à un mois d'intervalle (septembre et novembre 2005) nous avons été confrontés à deux événements qui, quoique prévisibles, n'en demeurent pas moins insolites en raison de la contradiction qui les oppose : d'abord la ruée humaine vers le rêve européen provoquée par la misère en Afrique subsaharienne ; ensuite la révolte, sans chefs ni idéologies, des enfants et des arrière-petits-enfants des immigrés installés sur le continent depuis deux ou trois décennies.

Les premiers ont tenté, au péril de leur vie, de gagner leur ticket au paradis bien gardé de l'Europe ; les autres, prétendument privilégiés, se sont révoltés contre un ordre qui les renvoie à la condition d'une extranéité d'exclusion.

Comment expliquer ce paradoxe sans invoquer les clichés diffusés par les tenants de la thèse démagogique du choc des civilisations aux fins d'instrumentaliser la peur des électeurs pour partir à la conquête du pouvoir dans nos démocraties malades ?

La politique de tolérance zéro prônée par Nicolas Sarkozy et l'instauration de l'état d'urgence pour une population majoritairement maghrébine et subsaharienne n'est pas chose nouvelle. Le couvre-feu à partir de dix heures du soir fut déjà décrété à Paris tout au début de la guerre d'Algérie, et n'a pris fin qu'en 1962 à la signature des accords d'Evian. A cette époque, s'aventurer sur la voie publique à la nuit tombée, signifiait courir de gros risques, tout particulièrement pour ceux qui étaient soupçonnés de délit de *sale gueule*. Un de mes amis originaire de Zamora, installé à Paris et membre du comité central du Parti communiste espagnol clandestin, qu'on pouvait aisément confondre avec un métèque, fut embarqué de nombreuses fois dans le panier à salade et emmené au commissariat du quartier, ses papiers de réfugié politique espagnol en règle ne lui étant d'aucun secours (il est vrai que l'Espagne ne faisait pas encore partie de l'Europe. Comparés aux « résidents privilégiés » originaires des anciennes colonies françaises, les Espagnols n'avaient tout au plus

droit qu'à une carte de séjour des plus « ordinaires »).

Je me souviens parfaitement des événements du 17 octobre 1961. Sur la place de l'Opéra d'abord, ensuite vers la place de l'Etoile, quand, accompagné d'un groupe d'amis de *France Observateur* et des *Temps Modernes*, j'ai assisté au défi silencieux des milliers d'Algériens qui remontaient par groupes compacts les marches d'escaliers du métro. A la sortie, on les poussait à coup de crosse à l'intérieur des fourgons cellulaires, et quand ceux-ci étaient pleins, on les obligeait à garder les mains levées derrière la nuque sur les vastes chaussées de cette place de l'Etoile ayant brusquement viré au jaune comme celle dont Vichy a imposé le port aux juifs, et ils revivaient, à moins d'un quart de siècle de distance, la honte d'un déshonneur recommencé.

La vérité sur la suite des événements, personne ne la connaît. Plus tard, des informations livrées au compte-gouttes révélèrent que des dizaines de cadavres, les mains entravées derrière le dos, flottaient sur les eaux calmes de cette Seine tant chantée par les poètes, sous ces mêmes ponts célébrés par les chansonniers au son mélancolique des guitares et des accordéons. Le préfet de police qui ordonna et couvrit ce massacre fut le même qui autorisa pendant l'Occupation la déportation en wagons scellés des hommes, des femmes, des enfants et des vieillards juifs vers les camps d'extermination nazis. L'histoire, à la manière du Boléro de Ravel, se répète avec son cortège de cruautés et d'infamies, avec toutefois de légères variations symphoniques pour donner à celles-ci un faux air de nouveauté.

Après l'accès des pays du Maghreb et des colonies africaines à l'indépendance, la France a connu une décennie glorieuse, interrompue il est vrai par les événements de Mai 1968. En l'espace de deux semaines, l'imagination débridée des étudiants et des intellectuels qui les appuyaient à égayé les murs de la capitale de graffitis tour à tour drôles, irrévérencieux, insolents, provocateurs et jubilatoires, dont les thèmes et les mots d'ordre secouaient de leur

touche ludique la quiète torpeur de la bourgeoisie. Mais les eaux ne tardèrent pas à refluer vers leur source et tout rentra dans l'ordre ou dans les limbes d'une utopie confuse. Ce fut en fin de compte une courte parenthèse festive dans la morosité du train-train quotidien. Ni la classe ouvrière ni, à plus forte raison, les immigrés n'appuyèrent la révolte, ni n'y participèrent. Les maghrébins que je fréquentais ne comprenaient pas ce qui se passait. Ils observaient d'un œil suspicieux les manifestants et craignaient avant tout pour la sécurité de leur emploi. De Gaulle était très populaire parmi eux, et l'ardeur anarchiste des étudiants les remplissait d'inquiétude, voire d'indignation.

Des craintes taraudaient pareillement l'esprit de nos compatriotes. Je me souviens de la réaction surprenante d'une spectatrice au passage des manifestants lançant des cris hostiles au Général : « *Ce n'est pas Franco qui se laisserait insulter ainsi !* » J'ai également vu avec découragement, en ces jours de mai, la file bruyante devant la succursale d'une banque espagnole de l'avenue de l'Opéra : une rumeur avait couru que le « Franco français » était en train de sombrer et les immigrés hispanos se précipitaient pour retirer leurs maigres économies.

Malgré cela, l'économie continuait de tourner à plein régime. Vivre et travailler en France était un privilège dont les immigrés se sentaient orgueilleux. L'économie avait besoin de leurs bras, les bureaux d'embauche des usines et des grandes entreprises de bâtiments se déplaçaient jusque dans leur pays d'origine pour les recruter sur place et ils arrivaient dans l'ancienne métropole leurs papiers en règle.

Une fois refermée la parenthèse de Mai – avec le premier week-end des pompes à essence rouvertes – l'immense majorité des Français souffla enfin. Paradoxalement, le chiffre des morts sur la route fut de trente fois supérieur à celui provoqué par la violence estudiantine et les charges des escadrons des CRS.

L'embellie économique s'est poursuivie sous la présidence de Georges Pompidou. On

accéléra la construction des cités dortoirs à Aulnay-sous-bois, à La Courneuve, à Levallois et dans d'autres banlieues, les immigrés maghrébins et subsahariens s'y installèrent et s'y accommodèrent avec la fierté légitime de qui vient d'être promu socialement, surtout quand on comparait leur nouveau logement à leur foyer collectif d'antan. En ce temps personne ne parlait d'identité ou de religion. Le souci majeur était le regroupement familial, indispensable pour obtenir un logement.

Il existait malgré tout une différence entre ceux qui s'installaient temporairement pour épargner et rentrer au pays – c'était le cas de la majorité des Espagnols, des Portugais et des Marocains – et ceux qui s'installaient définitivement avec ou sans leur famille, comme les Algériens. La perte de confiance de ces derniers dans la stabilité politique et monétaire de leur pays les incitait à s'intégrer dans le pays d'accueil. La guerre israélo-arabe de 1973 et l'embargo pétrolier qui secoua durement les bases de l'économie occidentale ont inauguré une nouvelle période de tensions et d'incertitudes. Le développement économique a marqué le pas, de nombreuses entreprises durent réduire leurs effectifs. Les immigrés ne furent plus accueillis à bras ouverts. Même si les conséquences de ce qu'on a appelé alors la politique de « flexibilité de l'emploi », mise en œuvre progressivement, ne se sont manifestées dans toute leur ampleur que plus tard, c'est-à-dire vers la fin de la décennie. La perception réciproque de la France par les immigrés maghrébins et subsahariens et celle de ces derniers par une bonne partie de la population autochtone s'en est trouvée modifiée. Le discours lepéniste et le prêche islamique commencèrent à remettre en cause le modèle de la citoyenneté républicaine. Les années quatre-vingt reflétaient bien les contradictions croissantes qui bouillonnaient au sein du système : émergence d'une génération de Français originaires du Maghreb et des anciennes colonies africaines, augmentation du chômage et de l'immigration illégale, xénophobie, racisme. Le rêve européen commençait peu à peu à s'effriter et à fondre

comme neige au soleil. La qualité de l'enseignement dispensé dans les écoles publiques et le standard de vie dans les cités dortoirs se dégradaient jour après jour. Alors que les incertitudes sur l'avenir s'insinuaient lentement parmi les enfants des immigrés, passés pratiquement au rang de citoyens de seconde zone, le fossé creusé entre eux et le monde politique ne cessait de s'élargir. La République s'avérait incapable de les absorber dans le paysage politique et médiatique, et leur marginalisation ne faisait que s'accroître. Même si de nombreux sociologues avaient bien mis le doigt sur cet échec et pointé ses effets prévisibles, ni Mitterrand ni Chirac ne se sont résolus à y faire face, à peine se sont-ils contentés de les évoquer rapidement dans leur programme politique. Peu, très peu de Maghrébins et de Subsahariens figuraient sur leurs listes électorales : le nombre de ceux qui se rendaient aux urnes était encore très réduit, et c'est pour cela qu'on les jetait au rebut.

J'ai vécu pendant quarante ans – interrompus par mes séjours au Maghreb et aux Etats-Unis – dans le quartier parisien du Sentier, situé à cheval entre les 2^e et 10^e arrondissements, un espace urbain pluriethnique, où il y avait des ateliers de confection appartenant aux juifs et aux Arméniens, sans compter une immigration originaire des quatre coins du globe. Aux Maghrébins installés avant mon arrivée vinrent s'agréger d'abord les Espagnols et les Portugais, ensuite les Yougoslaves, les Turcs, les Kurdes, les Indiens, les Pakistanais, les Bangladeshis, les Tamouls, les Cingalais. Les conflits nationaux, ethniques et politiques qui agitaient violemment leur pays d'origine – Arabes contre Juifs, Turcs contre Kurdes et Arméniens, Hindous contre Pakistanais, etc. – n'étaient jamais exportés dans le quartier, même aux pires moments des crises et des tensions, comme la guerre israélo-arabe de 1967 et 1973, ou le conflit armé du Cachemire et les massacres au Sri Lanka. La vie continuait normalement son cours. Le tissu urbain favorisait, et favorise encore, l'épanouissement

de leur identité respective, le contact entre leurs diverses composantes et la valeur énergisante de l'osmose.

A quatre stations de métro de là, Barbés, l'arrondissement peuplé majoritairement d'Arabes, que je connais de fond en comble – c'est dans l'un des bistrots de ce quartier que j'ai rencontré celle qui deviendra plus tard la mère du Raï, la fameuse Cheikha Rimitti – la coexistence entre Maghrébins et Français ne posait pas plus de problème que ceux relatifs à l'entassement dans des immeubles pour la plupart vétustes et insalubres.

Le plan d'« assainissement urbain » lancé par le maire de l'époque, un certain Chirac, eut pour conséquence l'expulsion de nombreuses familles algériennes et leur installation ultérieure dans des tours et des barres en béton dans les départements de la Seine-Saint-Denis. Barbés fut « nettoyé » et francisé, et tous ceux qui furent délogés du noyau vivant et bigarré où ils étaient fondus dans le reste de la population, atterrirent dans des ghettos de béton où il n'y avait ni écoles mixtes, ni salles de cinéma, ni petits marchés, ni bistrots, ni bazars qui structuraient auparavant leur identité hétérogène et mutante. La prétendue réhabilitation des logements masquait une vaste entreprise de déracinement des nombreux adolescents et leur installation forcée dans des banlieues inhospitalières, loin des centres urbains où ils avaient grandi et auxquels ils étaient d'une manière ou d'un autre intimement attachés. Aussi la diversité à l'ombre des lois de la République avait-elle engendré un sentiment d'arrachement et d'aigreur : une déportation ayant fait naître en eux un désir diffus de vengeance.

Les projets d'intégration portés par des réseaux associatifs, des petites publications beurs ou par des radios qui, à l'instar de celle de Belleville que j'ai eu l'occasion d'animer, se sont heurtés non seulement au modèle d'urbanisme désastreux qui a inévitablement conduit au ghetto ethnique, mais à une réaction de rejet de nombreux « Français de souche » qui, à l'image de nos « Vieux-

chrétiens » des XV^e et XVI^e siècles, pratiquaient une discrimination vis-à-vis de ces « nouveaux Français » et les renvoyaient aux marges de la société, sans que les pouvoirs publics et l'administration fassent quoi que ce soit pour trouver des remèdes à cette situation.

L'offre de travail stable et qualifié n'a cessé de diminuer au cours des dernières décennies, et s'appeler Ahmed, Mohamed ou Fatima constitue un obstacle difficile à surmonter. Je n'ai pas eu vent d'incidents de cette nature, j'ai personnellement connu le cas de Marocains à qui on a refusé la location d'un appartement prospecté par téléphone par leur épouse ou compagne « Française de souche », lorsque ceux-ci se présentèrent physiquement à l'agence immobilière. Conscient de ces écueils, des centaines de Maghrébins des deux sexes ont changé de nom en européanisant leur patronyme. Le Journal officiel publie régulièrement la liste de ceux qui ont accepté de changer d'identité pour échapper à la discrimination à l'embauche ou sur le marché de la location. Je me souviens de la lettre d'une jeune fille au courrier des lecteurs du Nouvel Observateur, qui après avoir envoyé un CV remplissant toutes les conditions requises par l'employeur, a reçu de ce dernier une réponse cinglante : « *De quel droit vous appelez-vous Catherine avec une tronche comme la vôtre !* »

Le modèle d'intégration républicaine victime de l'urbanisme des sinistres barres de béton et de la ségrégation des castes, s'est aggravé au cours des dix dernières années. La vague de violence qui a déferlé à l'automne 2005 s'inscrivait dans cet ordre des choses.

La dernière fois que je suis allé à Aulnay-sous-Bois, c'était il y a neuf ou dix ans. Là j'ai pu mesurer l'ampleur du désastre. Mes amis retraités, intégrés dans le quartier grâce à la politique de regroupement familial, vivaient avec leurs enfants et petits-enfants dans un environnement hostile et sans âme. Les jeunes avaient quitté l'école et ses problèmes pour aller grossir les rangs des chômeurs. Au milieu des tours de béton hérissées d'antennes paraboliques, ils traînaient en bande sans but et

sans l'espoir d'un avenir meilleur. Leurs idoles étaient Zidane et leurs compatriotes rappeurs. Le prosélytisme islamiste n'avait d'emprise que sur une petite minorité d'entre eux. La fameuse « racaille » de Sarkozy résumait à la perfection leur identité fondée sur le défi : ils ont le sentiment d'être une vermine, du détrit, de la matière fécale, comme je l'ai anticipé à propos des chansons provocatrices et violentes de Zebda et de Sniper¹, opportunément cités par le correspondant de *La Vanguardia* le 12 novembre dernier. L'exhumation de la loi de 1955 les a confortés dans leur sentiment que la République n'est rien d'autre que le nouveau visage du vieux système de discrimination coloniale.

En assumant leur condition de racaille, de déchets ou d'anges exterminateurs, ces « nouveaux Français » (en plus d'une bonne poignée d'adolescents français de « pure souche ») avaient besoin de brûler des voitures et d'incendier des bâtiments publics pour faire entendre leur voix. Leurs musiques, leurs tags et leurs slogans affluaient vers un objectif unique : secouer l'édifice de la République. Les jeux vidéo de violence urbaine sont passés, à partir du 27 octobre, du règne du virtuel à celui d'une réalité massive qu'il faut prendre très au sérieux.

La violence de la révolte des banlieues a remis en cause l'urbanisme générateur de ghettos ethniques, la politique agressive de tolérance zéro du gouvernement actuel et les projets de pseudo-intégration proposés à quelques jeunes nés en France qui, il n'y a pas

si longtemps, n'ont pas hésité à accueillir « La Marseillaise » à coups de sifflet, au cours d'un match opposant l'Algérie à la France, en présence d'un Jacques Chirac médusé.

Ceux qui, vers la mi-septembre 2005, ont tenté de fuir la misère en sautant par-dessus les enceintes de métal dissuasives des enclaves de Ceuta et de Melilla, savaient-ils au moins le sort réservé aux enfants et aux petits-enfants d'immigrés à l'intérieur de l'Eden européen ? Comment résoudre les contradictions du capitalisme mondialisé qui, d'un côté, aggrave par ses lois iniques et par l'hypertrophie de ses budgets militaires la pauvreté extrême du continent africain et, de l'autre, prêche la libre circulation des biens et des capitaux en érigeant dans le même temps sur ses frontières de nouveaux murs bien plus infranchissables que l'ex-rideau de fer ? Dans nos confortables sociétés du spectacle nous pouvons zapper à loisir entre les images effroyables des clôtures de barbelés couvertes des lambeaux de vêtements ensanglantés et le spectacle divertissant de l'embrasement généralisé des milliers de voitures dans les banlieues de grandes villes françaises, sans qu'aucun homme politique ne se donne la peine de faire un diagnostic juste du mal qui ronge notre planète !

—J. G.

22 novembre 2005

Traduit de l'espagnol par Abdelatif Ben Salem
Avec l'autorisation du quotidien *El País*

1. Sollicité par L'Institut Cervantes de Paris pour réaliser une exposition photographique – « Passages du Paris goytisolien selon Abdelatif Ben Salem », Biblioteca Octavio Paz, du 3 octobre au 16 décembre 2005 – autour de l'œuvre prémonitoire de Juan Goytisolo, *Paysages après la bataille*, publié il y a vingt-cinq ans et dont l'action se déroulait à Paris, j'ai pu relever au cours de mes flâneries-repérages photographiques parisiens, rien que pour les premiers mois de l'année 2005, ces titres fort éloquentes de nouveautés rap et autres tubes ethniques affichés sur les murs. La rage, la rancœur et la fureur à connotation sexuelle suintants des ces intitulés, ne permettaient aucun doute sur l'imminence de l'explosion qui couvait dans les banlieues : « *La Politique, le Fric, la République, ma Bite – Kyzer* » ; « *Le racisme bloque mes ambitions à cause de ma peau et de mon nom* » ; « *France je te niquerai jusqu'à ce que tu m'aimes* », etc. (Note du traducteur)